

par **GÉRARD GRUNBERG***



La figure du peuple dans le discours de la gauche

LA FIGURE DU PEUPLE tient une place centrale dans le discours politique français depuis 1789, lorsque les députés du tiers état, se réclamant de «la volonté du peuple», décidèrent de se transformer en Assemblée nationale. Les gauches françaises ont hérité de la figure du peuple qu'ils ont redessinée et utilisée, voire à certains moments reniée. Le but de cette contribution est d'analyser les différents usages qu'elles en ont fait en nous limitant, dans ce vaste sujet, à deux partis et à deux périodes de notre histoire: les socialistes dans la période de leur unification et les communistes de leur naissance jusqu'aux années soixante-dix.

Pour l'un comme pour l'autre courant politique, la matrice politique et idéologique qui a nourri leur vision et leur utilisation de la figure du peuple est la matrice jacobine. C'est d'elle qu'il faut partir pour éclairer les différents usages qu'ils en ont faits.

La vision jacobine du peuple se différencie nettement de celle, encore floue, des révolutionnaires de 89. Pour l'auteur de *Qu'est-ce que le tiers état?*, l'abbé Sieyès, l'entité «peuple», à qui était attribuée la toute-puissance souveraine, devait voir son pouvoir encadré à la fois par l'établissement et la mise en œuvre d'une constitution et l'introduction du mécanisme de la représentation. Les représentants devaient avoir le pouvoir autonome de faire les lois.

* Centre d'Études européennes de Sciences Po, directeur de *Telos*

N'appréciant pas la notion de volonté générale et plaidant pour la séparation des tâches dans la société moderne, il distinguait la souveraineté du peuple de sa vocation à faire la loi. Les Jacobins, et en particulier Robespierre, Saint-Just et leurs partisans, ont rejeté cette vision en attribuant au peuple un certain nombre de caractéristiques fondamentales : d'abord son unité et l'autonomie de son action par rapport aux institutions. Pour les Pères fondateurs américains, proches ici de Sieyès, c'est, selon le politologue américain Dick Howard, « la Constitution qui garantit que le peuple est un. En même temps que sa structure institutionnelle prend soin que l'expression ponctuelle de cette unité ne se réalise que dans la production de différence, débat, délibération »^[1]. Pour les Jacobins, l'unité du peuple est au contraire donnée dès l'origine. La volonté du peuple est « une » puisque le peuple est « un ». Cette unité est indivisible. Cette volonté est la seule volonté légitime existante car lui seul est véritablement révolutionnaire et entend mener la Révolution jusqu'à son terme, ayant la mission de régénérer l'humanité. Le peuple ne doit donc pas voir son action gênée ni encadrée. Il possède un droit imprescriptible à l'insurrection et, selon Robespierre, il ne peut être représenté. Il peut certes déléguer sa souveraineté mais il peut la reprendre à tout moment.

Dans ces conditions, puisque le peuple est un et que cette unité fonde la légitimité de son action, les conflits qui traversent et agitent la société réelle ne peuvent être perçus comme des conflits légitimes, ce qui interdit toute vision pluraliste. Comme l'écrit Saint-Just, « la souveraineté du peuple veut qu'il soit uni. Elle est donc opposée aux factions. Toute faction est donc un attentat à la souveraineté »^[2]. À travers la lunette jacobine, les conflits sont donc lus comme opposant le peuple et les « ennemis du peuple ». Le couple peuple/ennemis du peuple est indivisible. Les ennemis du peuple, étant par définition hors du peuple, donc de l'humanité, doivent être éliminés afin de lui conserver de manière permanente son unité, sa vertu et les moyens de poursuivre son action révolutionnaire. La définition du peuple ne peut dans ces conditions n'être qu'une définition politique. Comme l'écrit Bernard Manin, « est du peuple celui qui par son comportement politique s'est révélé du côté du peuple »^[3]. D'où la place centrale de la Terreur dans le processus de séparation du peuple et de ses ennemis et d'élimination de ces derniers. Comme l'écrit encore Bernard Manin, c'est la Terreur qui constitue le peuple en le purgeant de manière permanente de ceux qui, par leur imposture, prétendent lui appartenir alors que leur but est en réalité de détruire son unité. Selon cette vision, la souveraineté du peuple est agissante de manière permanente et s'exerce donc directement quelles que soient les institutions exis-

1. Dick HOWARD, « Lire l'Essai sur la Révolution de Hannah Arendt après la chute du mur », Raison publique, n° 7, octobre 2007, p. 241-259

2. Louis Antoine de SAINT-JUST, *Œuvres complètes*, Gallimard, « Folio Histoire », 2004, p. 637.

3. Bernard MANIN, « Saint Just, la logique de la Terreur », Paris, Payot, *Libre*, n° 6, 1979, p. 165.

tantes, institutions qui, d'ailleurs, ne deviennent réellement nécessaires que le jour où le peuple a définitivement détruit ses ennemis. Comme l'écrit Hannah Arendt, avec les Jacobins, «le glissement de la République au peuple signifiait que l'unité durable du corps politique futur ne se trouvait pas garantie par les institutions effectives que ce peuple avait en partage mais dans la volonté du peuple lui-même»^[4].

Les socialistes et la figure du peuple dans la période d'unification

Les socialistes marxistes, au moment où ils cherchaient à se constituer en parti unifié, ont eu à décider l'usage qu'ils feraient de la notion de peuple. L'usage de cette notion n'allait pas de soi dans la mesure où ils avaient adopté la distinction centrale de Marx selon laquelle la Révolution française avait été une révolution bourgeoise tandis que la révolution à venir serait une révolution prolétarienne. Les acteurs de ces deux révolutions n'étaient donc pas les mêmes. Les socialistes abandonnèrent alors généralement la notion jacobine de peuple au profit de la notion marxiste de classe ouvrière. Ce faisant, cependant, ils ne firent que transférer les attributs du peuple, dans sa définition jacobine, à la classe ouvrière. Ce nouvel agrégat, devenant l'acteur central, se trouvait ainsi pourvu, comme le peuple jacobin, d'une unité indivisible, d'une volonté révolutionnaire et de la mission de régénérer l'humanité. Le couple peuple/ennemi du peuple laissait la place au couple classe/ennemi de classe. La lutte des classes contre le capitalisme remplaçait la lutte des peuples contre les tyrans et les imposteurs. Dans les deux cas, les adversaires étaient des contre-révolutionnaires s'opposant au mouvement de l'histoire et à l'accomplissement de la Révolution. De même que l'action du peuple, l'action de la classe ne pouvait être encadrée et limitée par des institutions étatiques. Si le mot peuple disparaissait, son contenu subsistait donc, les deux notions véhiculant une vision non pluraliste de la société. La grande différence entre les deux notions était l'introduction d'une nouveauté, celle de la forme partisane. Désormais, le parti socialiste, parti de la classe ouvrière, se trouvait à l'avant-garde de sa lutte et devenait son bras armé.

Cependant, la forte influence de la matrice jacobine dans le processus de formation de la pensée socialiste en France rendait problématique l'abandon complet de la notion de peuple, en particulier chez ceux des socialistes qui, tel Jaurès, bien qu'ayant adhéré à certaines notions marxistes et notamment celle de la lutte révolutionnaire du prolétariat, acceptaient plus difficilement que les marxistes orthodoxes, notamment les guesdistes, l'abandon de la notion jacobine de peuple. Pour Jaurès, en effet, et contrairement à Marx, la Révolution prolétarienne serait l'aboutissement de la lutte commencée en 1789, la classe

4. Hannah ARENDT, *L'Humaine condition*, Gallimard, «Quarto», 2012, p. 392.

ouvrière étant l'héritière du peuple de 89. Il n'établissait pas de solution de continuité entre les deux révolutions. L'une n'était que la suite logique de l'autre. Le processus commencé avec la Révolution française se poursuivait donc aujourd'hui sous une autre forme. Il lui fallut, du coup, tenter d'articuler les notions de peuple et de classe dans sa pensée et dans son discours.

Pour y parvenir, il s'efforça de donner à la notion de classe ouvrière une définition suffisamment large pour qu'elle puisse s'harmoniser avec celle de peuple, un peuple-classe en quelque sorte. Outre son fort attachement à la Révolution française, dont il fit une histoire socialiste monumentale, sa préoccupation était, malgré sa défense de la dictature jacobine et même de la Terreur, au moins jusqu'aux lois de Prairial d'avril 1794, de bannir la violence de la future révolution. Son schéma du processus révolutionnaire différa donc du schéma marxiste puis marxiste-léniniste d'une lutte des classes violente où s'affrontent deux éléments substantiels de la société, la classe bourgeoise et la classe ouvrière pour la lutte finale. Il emprunta alors le schéma du tiers état pour décrire ce que serait le processus de la future révolution. Comme l'ont montré Alain Bergounioux et Bernard Manin, «le tiers état figure dans ce modèle la quasi-unanimité de la Nation»^[5]. Jaurès écrit en effet qu'une «société n'entre dans une forme nouvelle que lorsque l'immense majorité, on peut dire la presque totalité, la voulait. Qu'étaient les privilégiés, haut clergé et noblesse face au tiers état des villes et des campagnes? Un atome: deux cent mille contre vingt-quatre millions; un centième»^[6]. Ainsi, de même que les ordres privilégiés jadis, les adversaires du prolétariat finiraient par ne constituer qu'une infime partie de la société, impuissante et sans véritable substance sociale. Ce dernier reconstituerait ainsi autour de lui l'unité du peuple, absorbant la société presque toute entière de manière pacifique. Chacun, ou presque, se rallierait finalement au combat, le seul juste, du prolétariat. Les deux notions de classe et de peuple pouvaient alors fusionner.

Pour autant, l'articulation classe-peuple telle que Jaurès tenta de l'établir se révéla fort problématique lorsqu'il fut confronté à la nécessité de penser les relations politiques entre les socialistes et les fractions politiques non marxistes, notamment les radicaux, qui, sous la Troisième République, constituaient la gauche. La difficulté apparut clairement lorsque Clemenceau, pour les radicaux, proposa une alliance politique aux socialistes en 1882 au nom de leur commun attachement au peuple qui a fait la Révolution. Jaurès refusa cette proposition en développant une argumentation qu'il rappellera plus tard, en la confirmant, dans sa préface de 1904 à ses *Discours parlementaires*. Les deux partis, selon Jaurès,

5. Alain BERGOUNIOUX et Bernard MANIN, «L'exclu de la nation: la gauche française et son mythe de l'adversaire», *Le Débat*, Gallimard, octobre 1980/5, p. 48.

6. JAURÈS, *Études socialistes* (recueil de textes in *Cahier de la quinzaine*, 1901), cité par Alain Bergounioux et Bernard Manin, «L'exclu de la nation: la gauche française et son mythe de l'adversaire», art. cit. p. 48.

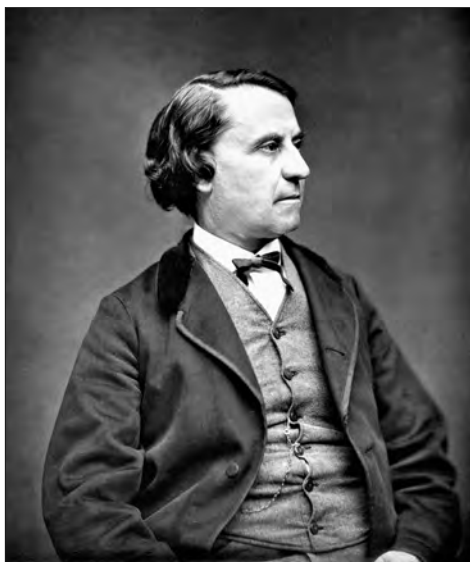


Jean Jaurès

mettaient des choses très différentes sous la dénomination de peuple. « Comment, écrit-il, [Clemenceau] entend-il le mot peuple ? S'il entend par là, comme aux premiers temps de la Révolution française, l'ensemble des citoyens qui ne tenaient ni à la noblesse ni au clergé ni à cette partie de la bour-

geoisie qui avait reçu ses lettres d'anoblissement, Clemenceau, quand il parle de l'affranchissement du peuple, signifie simplement que l'Ancien régime est vaincu et que la contre-Révolution ne parviendra pas à rétablir les « ordres privilégiés » de l'ancienne France.

En ce sens tout provisoire le peuple, assemblage de bourgeois et de prolétariat, est à peu près affranchi en effet. Mais un problème nouveau a surgi : le peuple, dès la Révolution, se décompose en bourgeoisie et en « peuple proprement dit ». Et la question est de savoir si ce peuple du travail salarié et dépendant est affranchi. Donc en ce sens, le peuple, c'est-à-dire le prolétariat, n'est pas affranchi : il reste à affranchir. » La contradiction de la pensée jaurésienne éclate ici. En effet, si la classe ouvrière se définit par son unité et sa pleine autonomie, et si elle possède seule la légitimité révolutionnaire, la fusion tentée des notions de peuple et de classe s'avère sans utilité pratique. Ou bien, en effet, le peuple n'est que la classe ouvrière et alors cette notion n'ajoute rien à celle de classe, ou bien le peuple dépasse les limites de la classe ouvrière, mais alors comment conserver à la classe les caractéristiques que lui attribuent les marxistes ? En attendant le jour, lointain, où peuple et classe fusionneraient au terme du processus d'absorption de la presque totalité du peuple par le prolétariat, Jaurès demeurait incapable de résoudre la contradiction présente entre l'unité de la classe ouvrière et celle du « peuple presque tout entier ». C'était en réalité la vision jaurésienne du peuple « un » ou de la classe « une » qui l'empêchait d'adopter une vision clairement pluraliste de la société. La question de la relation entre classe bourgeoise et classe ouvrière demeurant ainsi pendante, seuls les marxistes orthodoxes lui donnèrent une réponse claire : l'une devait détruire l'autre. La tentative de Jaurès était ainsi vouée à l'échec à partir du moment où il conservait la notion jacobine du peuple uni qu'il transposait finalement, comme les marxistes orthodoxes, à la classe ouvrière.



Louis Blanc en 1848

Pourtant, bien avant lui, l'un des premiers socialistes, Louis Blanc, qui était par ailleurs comme Jaurès un héritier de la pensée jacobine, s'était penché sur cette difficulté et avait conclu d'une manière qui différait fondamentalement de celle de Jaurès, adoptant, lui, une vision pluraliste de la société qui aboutissait à remplacer le couple peuple/ennemi du peuple par le couple majorité/minorité. C'est la raison pour laquelle il avait combattu les propositions « du gouvernement direct du peuple par lui-même » faites par Moritz Rittinghausen, un social-démocrate allemand, en 1851. Blanc échappe à l'aporie

jacobine de la définition du peuple en refusant de considérer que le peuple est « un ». Selon lui, le gouvernement direct par le peuple ne peut avoir un sens que s'il est UN. Or, malheureusement, il ne l'est pas. D'où son recours aux notions de majorité et de minorité. Cette réflexion le conduira plus tard, après ses discussions en Angleterre avec John Stuart-Mill, à se prononcer en faveur de la représentation proportionnelle et à attribuer à l'établissement d'une constitution une valeur centrale. Ainsi écrivit-il :

« La souveraineté du peuple s'exerce d'une manière libre et permanente au moyen du suffrage universel par le choix des mandataires du peuple ».

Jaurès, pourtant partisan de la représentation, ne pourra pas, lui, admettre doctrinalement cette vision pluraliste. Finalement, les socialistes, quand ils créeront le Parti socialiste unifié en 1905, quels que soient leurs désaccords, demeureront tous attachés à la notion d'un prolétariat uni et seul légitime. La vision marxiste triomphera donc au sein du parti, ce qui, après la parenthèse de l'Union sacrée de 1914, qui, d'une certaine manière, ressuscitait la notion de peuple et de Nation, permettra à Lénine, en condamnant les sociaux-traitres, de faire à nouveau triompher la vision marxiste intransigeante de la lutte des classes et de la révolution prolétarienne, mais dans une vision clairement violente et fondamentalement anti-pluraliste, donnant ainsi une traduction pratique au clivage classe/ennemi de classe. La victoire des bolcheviques au sein de la SFIO en 1920 et la fondation du Parti communiste français interdiront pour une longue période aux communistes d'utiliser la notion de peuple. Dans la vision léniniste du nouveau parti, il n'y avait pas de place pour une telle figure.



Le PCF, la classe ouvrière et le peuple

Dans sa période offensive et conquérante, après 1917, le bolchévisme est ainsi demeuré fidèle à sa ligne de la lutte de classes internationale. Il l'a même durcie dans la période 1928-1934 avec l'adoption de la tactique «classe contre classe». L'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933, suivie de la liquidation du Parti communiste allemand ont provoqué un retournement de la stratégie du Komintern.

Déjà, avant 1914, les socialistes français, confrontés à la nécessité de se situer dans le combat entre les républicains et leurs adversaires, avaient dû ajouter à leur registre offensif de la lutte des classes le registre défensif de la défense républicaine et soutenir alors la gauche non marxiste dans le cadre du système partisan français. Le passage d'un registre à l'autre devint alors un élément constitutif du socialisme français et il devait le rester. En revanche, le Parti communiste français, jusqu'à la prise du pouvoir des nazis en Allemagne, se situa sur le seul registre offensif. Le retournement de 1934 eut pour conséquence qu'il fut conduit à mener lui aussi une partie de son action sur le registre défensif. Cela lui était indispensable pour opérer son insertion dans le système politique national et élargir sa base

politique et sociale. Les communistes français remirent alors à l'honneur la figure du peuple uni contre ses ennemis, issue de la matrice jacobine. C'est, semble-t-il, Eugène Fried, l'envoyé de l'IC en France, qui proposa la notion de Front populaire. Le 10 octobre de cette même année, Maurice Thorez, Secrétaire général du PCF, appelait, dans un important discours, à l'alliance des classes moyennes et de la classe ouvrière. Ce rassemblement ne devait pas être seulement ouvrier mais populaire. Le 14 juillet 1935 la grande manifestation du Rassemblement populaire mobilisa le «peuple de gauche». Le Parti communiste revendiqua alors clairement son appartenance à l'histoire de France, célébrant Jeanne d'Arc et le Soldat inconnu et entonnant la Marseillaise avec l'Internationale.

L'invasion allemande en 1940 poussa les communistes français à aller plus loin encore dans ce sens en faisant du peuple la figure centrale de leur discours. Le plus bel exemple fut «l'Appel du Parti communiste» du 10 juillet 1940 dans lequel le vocable de peuple était dominant. Dans cet appel adressé au «Peuple de France», celui-ci, conformément à la tradition jacobine, devait s'unir contre ses ennemis, non pas encore, certes, contre l'Allemagne nazie, du fait de la survivance du pacte germano-soviétique de 1939, mais contre l'ensemble de la classe politique de la III^e République, contre Pétain et contre les capitalistes qui tous l'avaient trahie. Désormais, le PCF se définissait comme «le parti du peuple au service du peuple».

Si les communistes, comme Jaurès jadis, entendirent alors utiliser simultanément la figure du peuple et celle de classe ouvrière, ils ne tentèrent pas, contrairement à lui, d'articuler les deux notions. Elles furent simplement juxtaposées. Si le texte de l'Appel affirmait que «c'est dans le peuple que résident les grands espoirs de libération nationale et sociale», il ajoutait immédiatement que «c'est seulement autour de la classe ouvrière ardente et généreuse, pleine de confiance et de courage parce que l'avenir lui appartient; c'est seulement autour de la classe ouvrière guidée par le Parti communiste, parti de propreté, d'honneur et d'héroïsme que peut se constituer le Front de la liberté de l'indépendance et de la renaissance de la France». Deux pages du texte étaient consacrées à énoncer les droits du peuple et les caractéristiques du gouvernement du peuple, «un gouvernement du peuple, tirant sa force du peuple, du peuple seul, et agissant exclusivement dans l'intérêt du peuple». Ce registre défensif, auquel s'ajouta après l'invasion de la Russie par l'Allemagne en août 1941 le combat contre le nazisme et le fascisme, fut utilisé jusqu'en 1947, c'est-à-dire jusqu'au déclenchement de la guerre froide après le nouveau retournement de Staline à l'automne 1947, lorsque la lutte des classes internationale fut remise à l'honneur avec la reprise du registre offensif. La figure du peuple s'effaça à nouveau.

Une nouvelle phase s'ouvrit dans la période de l'après Staline et du XX^e congrès du PCUS. Le Parti communiste français entama alors progressivement sa prise d'autonomie à l'égard de Moscou qu'il accéléra en 1968. Le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958 et la fondation du nouveau régime ainsi que l'isolement dont il souhaitait sortir pour

mener son action au sein du système politique français, le conduisirent à recourir à nouveau au registre défensif contre De Gaulle et le « grand capital » et à rechercher des alliances, notamment avec les gauches non communistes, dans une perspective d'exercice du pouvoir. Le Manifeste de Champigny, de décembre 1968, exprima clairement cette nouvelle orientation. « Pour une démocratie avancée » : tel était le titre de ce manifeste. Il s'agissait de gagner la majorité du peuple français à la cause inséparable d'une démocratie avancée et du socialisme. Il fallait constituer un gouvernement populaire et d'union démocratique sous la direction du PCF et créer une large alliance de toutes les couches sociales victimes des monopoles et de leur pouvoir. Il fallait notamment conquérir toutes les libertés démocratiques touchant à l'élection par le peuple de toutes les assemblées délibérantes. Le texte affirmait : « Comme le montre l'histoire de ces dernières décennies, ce sont les classes exploiteuses qui redoutent la démocratie. Les travailleurs, le peuple voient en elle au contraire la condition décisive de la réalisation de leurs aspirations ». Ici, comme chez Jaurès, s'ébauchait une tentative d'articuler les deux notions en faisant de la classe ouvrière l'avant-garde du peuple : « le Parti communiste est l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière, puis du peuple tout entier [...] levant haut le drapeau de la nation... ».

La signature du programme commun, en 1972, provoqua une nouvelle accélération chez les communistes de la stratégie d'alliance avec le PS et, sur le plan doctrinal et propagandiste, de l'utilisation de la figure du « peuple tout entier ». Georges Marchais explicita cette ligne dans l'ouvrage signé par lui, *Le défi démocratique*, en 1973. La classe ouvrière cédait la place principale au rassemblement de toutes les classes sociales victimes du capitalisme : « C'est avec l'immense majorité des Français que nous croyons possible et nécessaire de livrer cette bataille. Union populaire c'est l'union du peuple français, de tout notre peuple. Union populaire, c'est le rassemblement de toutes ces couches sociales... L'union de la gauche est le ciment solide de l'Union populaire ».

À l'approche de l'élection présidentielle de 1974 à laquelle le Parti communiste ne présenta pas de candidat, soutenant dès le premier tour celle du Premier secrétaire du parti socialiste, François Mitterrand, Georges Marchais accéléra encore la cadence. En janvier 1974, le PCF lançait le slogan de *l'Union du peuple de France pour le changement démocratique*. Ce fut l'acmé de l'Union de la gauche et de l'utilisation de la figure du peuple. Mais, à l'automne, prenant conscience du risque de domination socialiste sur la gauche, Georges Marchais opérant un nouveau retournement, prôna « l'Union est un combat » (combat, à nouveau, contre le PS), revenant alors aux fondamentaux marxistes et remettant la classe ouvrière au centre du tableau. À partir de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, en 1981, débuta le long déclin du PCF. Ce parti sortit progressivement de l'histoire. Il n'avait pas pu, lui non plus, résoudre la contradiction existante entre la figure du peuple et celle du prolétariat.

Rendez-vous sur notre nouveau site : www.est-et-ouest.fr

 <p>www.est-et-ouest.fr</p> <p>Rechercher</p>	 <p><i>Il faut connaître la sinistre histoire d'hier pour comprendre la tortueuse politique d'aujourd'hui et de demain.</i></p> <p>Boris Souvarine</p> <p>→ Devenir membre de l'IHS: c'est possible</p> <p>→ Recevoir nos mises à jour → Nous écrire</p>	<p>Histoire & Liberté : la revue de l'Institut d'Histoire sociale</p>  <p>→ Sommaire du n° 57 → Numéros disponibles [en construction] → Commander et s'abonner en ligne → Où trouver Histoire & Liberté ?</p>
<p>22 septembre : Crimée : démenti infligé à la propagande pro Poutine</p>  <p><i>Le 17 septembre MM. Myard et Sapir sur le plateau de LCP</i></p> <p>Le 17 septembre l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe faisait le point à Moscou sur la situation des droits de l'Homme en Crimée.</p> <p>Soulignant que celle-ci se détériore cependant que la Russie entend présenter son annexion pour irréversible, l'OSCE, créée il y a plus de 40 ans pour appliquer sur tout le continent l'acte final d'Helsinki, inflige un démenti sérieux à la propagande Propoutine en France.</p> <p>Dans l'ignorance sans doute de ce rapport MM. Myard et Sapir étaient venus, le même jour, servir cyniquement leurs arguties pro-Poutine sur La Chaîne Parlementaire, - confrontés à Jean-Marc Germain, député PS des Hauts-de-Seine et Jean-Sylvestre Mongrenier, chercheur à l'Institut Français de Géopolitique - M. Myard avec ses ricanements habituels, l'économiste franco-russe Sapir avec son aplomb imperturbable.</p> <p>(...)</p> <p>→ lire la suite de cette chronique → retrouver la série de nos chroniques</p>	<p>Colloques et conférences</p> <p>Prochaine conférence :</p> <p>Mardi 29 septembre 2015</p> <p>par André Bercoff à Nanterre</p> <p>Totalitarisme islamiste : les démocraties désarmées ?</p> <p>→ La fiche de la conférence → S'inscrire aux dîners → Plan d'accès à Nanterre</p> <p>Le colloque annuel de l'Institut d'Histoire sociale a eu lieu le 17 juin à la Maison de l'Europe</p> <p>Mercredi 15 avril : Heurs et malheurs de la démocratie vénézuélienne</p> <p>→ La fiche de la conférence → L'enregistrement</p> <p>Judi 26 mars: Où en est aujourd'hui la gauche radicale française ?</p> <p>→ La fiche de la conférence → L'enregistrement</p> <p>Judi 19 février : Revisiter Yalta pour le 70e anniversaire</p> <p>→ La fiche de la conférence → L'enregistrement</p> <p>Judi 22 janvier : Marxisme-Léninisme ?</p> <p>→ La fiche de la conférence → L'enregistrement</p> <p>Mardi 13 mai 2014 : Le Chavisme par Paula Vasquez</p> <p>→ La fiche de la conférence → écouter ou télécharger l'enregistrement</p> <p>Mardi 14 janvier 2014 : Beria décrypté par Françoise Thom</p> <p>→ La fiche de la conférence → L'enregistrement</p>	<p>EST & OUEST</p> <p>Années 1949-1983 Années 1984-1993</p> <p>Index</p> <p>Documents</p>
<p>Qui sommes-nous ?</p>	<p>Mentions légales</p>	<p>La Bibliothèque Souvarine</p>